

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1921

[C — 27345]

**24 JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991
relatif à la taxation des déchets en Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, notamment l'article 7, § 3;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mai 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Des plans de réhabilitation

Section Ire. — Définitions et principe

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du Conseil régional wallon du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;

2° Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;

3° redevable : le redevable visé à l'article 8 du décret;

4° fonctionnaire technique : le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué;

5° Office : l'Office régional wallon des Déchets.

Art. 2. Le plan de réhabilitation visé à l'article 7, § 3, du décret, est soumis à l'approbation du Ministre conformément aux règles fixées par le présent arrêté.

Section 2. — Contenu des plans de réhabilitation

Art. 3. Le dossier d'introduction du plan de réhabilitation contient en tout cas :

1° l'identité du redevable de la taxe;

2° un état des lieux du site pour lequel est sollicitée l'approbation du plan, en ce compris :

a) la description des déchets présents;

b) le volume des déchets présents;

c) quatre photos récentes et précises du site prises à partir de chaque point cardinal;

3° a) un plan cadastral des parcelles situées dans un rayon de 100 mètres autour des parcelles concernées par le plan;

b) le libellé des parcelles cadastrales concernées par le plan et l'indication de la superficie concernée;

c) un plan de situation des parcelles concernées par le plan sur une carte topographique exécutée à l'échelle de 1/10 000e;

4° l'impact des déchets sur les nappes phréatiques et les éventuels captages ainsi que sur les eaux de surface;

5° le projet de processus de réhabilitation;

6° les procédés techniques préconisés pour réaliser ce projet;

7° les mesures destinées à préserver l'environnement et la santé humaine lors de la mise en œuvre de ce processus;

8° le calendrier de mise en œuvre du plan et son terme;

9° les noms et adresses des personnes que le demandeur se propose de charger de l'exécution du plan;

10° l'engagement formel d'établir un état des lieux du site après la réhabilitation;

11° l'estimation globale des coûts de la réhabilitation, T.V.A. comprise.

Section 3. — Approbation et modification des plans

Art. 4. Le dossier est introduit par le redevable, en 7 exemplaires, auprès du fonctionnaire technique, par lettre recommandée à la poste.

Dans les trente jours de l'introduction du dossier, le fonctionnaire technique vérifie si le dossier est complet et notifie au redevable et au Ministre que ce dossier est recevable ou ne l'est pas.

Art. 5. Dans le même temps qu'il notifie au redevable et au Ministre que le dossier est recevable, le fonctionnaire technique en adresse copie aux fonctionnaires suivants :

1° le fonctionnaire dirigeant l'Office;

2° l'inspecteur général de la Division de l'Eau;

3° le directeur provincial compétent de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement;

4° l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts.

Ces fonctionnaires disposent de cinquante jours pour remettre leur avis motivé au fonctionnaire technique. Passé ce délai, ils sont réputés avoir donné un avis favorable.

Art. 6. Le fonctionnaire technique établit un rapport de synthèse et fixe le plan de réhabilitation en se basant notamment sur les documents visés à l'article 3 et sur les avis visés à l'article 5, et, s'il s'éloigne sensiblement du projet de plan tel qu'introduit conformément aux articles 3 et 4, après avoir entendu le redevable.

Il envoie le rapport de synthèse et le plan de réhabilitation au Ministre.

Art. 7. Le Ministre statue sur le plan dans les cent vingt jours qui suivent la notification qui lui est faite que le dossier est recevable.

Il fixe le calendrier de mise en œuvre et le terme du plan, sans que celui-ci ne puisse excéder trois ans. Il fixe les dates auxquelles le redevable adresse au fonctionnaire technique le ou les rapports sur l'état d'avancement des opérations de réhabilitation.

Art. 8. La décision statuant sur le plan est notifiée par le fonctionnaire technique au redevable, au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée et aux fonctionnaires visés à l'article 5, alinéa 1er, ainsi qu'au directeur régional compétent de la Division des Pollutions industrielles.

Art. 9. Sur proposition du fonctionnaire technique, le Ministre peut, à tout moment, après avoir donné au redevable la possibilité de faire valoir son point de vue, modifier les obligations imposées, notamment en vue de limiter les effets négatifs sur le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux ou, d'une manière générale, d'empêcher que l'exécution du plan ne porte atteinte à l'environnement ou à la santé humaine.

Art. 10. Le Ministre peut, à tout moment et avec effet rétroactif, retirer la décision par laquelle il a approuvé le plan, lorsque son approbation a été basée sur de fausses déclarations ou lorsqu'il existe des présomptions sérieuses que les opérations de réhabilitation sont effectuées en infraction des dispositions légales, décrétales ou réglementaires. Préalablement au retrait de la décision, il est donné au redevable la possibilité de faire valoir son point de vue.

Art. 11. Toute décision prise en vertu des articles 9 et 10 est notifiée conformément à l'article 8.

Section 4. — Contrôle et exécution des plans

Art. 12. Le redevable adresse au fonctionnaire technique, aux dates fixées dans le plan et au moins tous les six mois, un rapport sur l'état d'avancement des opérations de réhabilitation.

Il répond à toute question que lui pose le Ministre ou le fonctionnaire technique, et facilite tout contrôle relatif aux opérations de réhabilitation en cours.

Art. 13. Sur rapport du fonctionnaire technique, le Ministre constate, à l'échéance du plan de réhabilitation, la réalisation ou non des conditions imposées.

Art. 14. Le Ministre peut faire procéder à l'exécution du plan, tous frais à charge du redevable :

- 1° lorsqu'il constate au terme du plan que les conditions de celui-ci n'ont pas été réalisées;
- 2° lorsqu'il retire la décision par laquelle il a approuvé le plan conformément à l'article 10.

Art. 15. Toute décision prise en vertu des articles 13 et 14 est notifiée conformément à l'article 8.

CHAPITRE II. — Du cautionnement

Art. 16. En même temps qu'il introduit le dossier conformément à l'article 4, alinéa 1er, le redevable propose au Ministre la constitution d'un cautionnement bancaire visant à garantir les frais liés à l'exécution d'office du plan.

Ce cautionnement doit être émis, au bénéfice de l'Office, par un établissement de crédit inscrit sur une des listes de la Commission bancaire et financière, et stipuler l'engagement de cet établissement en qualité de caution solidaire et indivisible.

Le redevable est tenu de produire le projet de contrat et la preuve de l'engagement de l'établissement à signer ce contrat.

Art. 17. En même temps qu'il approuve le plan en vertu de l'article 7, le Ministre, sur avis du fonctionnaire technique conformément à l'article 6, fixe le montant du cautionnement et le délai endéans lequel la preuve de la constitution devra être rapportée.

Le montant du cautionnement est égal au montant présumé des frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient procéder ou faire procéder à l'exécution d'office du plan.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Namur, le 24 juin 1993.

Le Président du Gouvernement chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1921

[C — 27345]

24. JUNI 1993

Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 1992, insbesondere des Artikels 7 § 3;

Aufgrund des am 11. Mai 1993 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — Sanierungspläne

Sektion 1. — Erläuterungen und Grundsatz

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Dekret : das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region;

- 2° Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;
 3° Abgabepflichtigem : den in Artikel 8 des Dekrets erwähnten Abgabepflichtigen;
 4° technischem Beamten : den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder seinen Stellvertreter;
 5° Amt : das « Office régional wallon des Déchets » (Wallonische Regionale Amt für Abfälle).
- Art. 2. Der in Artikel 7 § 3 des Dekrets erwähnte Sanierungsplan wird den durch den folgenden Erlaß festgelegten Regeln gemäß zur Genehmigung des Ministers vorgelegt.

Sektion 2. — Inhalt der Sanierungspläne

- Art. 3. Die Einreichungsakte des Sanierungsplans beinhaltet auf jeden Fall :
- 1° die Identität des Abgabepflichtigen;
 - 2° die Zustandsfeststellung des Geländes, für das die Genehmigung beantragt wird, zusammen mit dem Folgenden :
 - a) die Beschreibung der vorhandenen Abfälle;
 - b) das Volumen der vorhandenen Abfälle;
 - c) vier präzise und vor kurzem ab jeder Himmelsrichtung gemachte Fotos;
 - 3° a) einen Katasterplan der Parzellen, die in einem Umkreis von 100 M um die durch den Plan betroffenen Parzellen gelegen sind;
 - b) die Umschreibung der durch den Plan betroffenen katastrierten Parzellen und die Angabe der betroffenen Fläche;
 - c) einen Lageplan der durch den Plan betroffenen Parzellen auf einer im Maßstab 1/10 000 aufgestellten topographischen Karte;
 - 4° die Wirkung der Abfälle auf das phreatische Wasser und auf die eventuellen Abnahmen sowie auf das Oberflächenwasser;
 - 5° den Entwurf des Sanierungsverfahrens;
 - 6° die technischen Methoden, die für die Ausführung dieses Entwurfs empfohlen sind;
 - 7° die Maßnahmen, die bei der Einsetzung dieses Verfahrens für den Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit bestimmt sind;
 - 8° den Zeitplan für die Einsetzung des Plans und dessen Termins;
 - 9° die Namen und Anschriften der Personen, die der Antragsteller, mit der Ausführung des Plans zu beauftragen, beabsichtigt;
 - 10° die ausdrückliche Zusage, eine Zustandsfeststellung des Geländes nach der Sanierung aufzustellen;
 - 11° die Globalschätzung der Sanierungskosten, MwSt inbegriffen.

Sektion 3. — Genehmigung und Abänderung der Pläne

Art. 4. Die Akte wird in siebenfächigen Ausfertigungen vom Abgabepflichtigen beim technischen Beamten per Einschreibebrief eingereicht.

Binnen dreißig Tagen ab der Einreichung der Akte überprüft der technische Beamte, ob die Akte vollständig ist, und teilt dem Abgabepflichtigen und dem Minister mit, daß die Akte zulässig oder nicht ist.

Art. 5. Gleichzeitig zu der Mitteilung der Zulässigkeit der Akte an den Abgabepflichtigen und an den Minister schickt der technische Beamte den folgenden Beamten eine Abschrift davon zu :

- 1° dem Beamten, der das Amt führt;
- 2° dem Generalinspektor der Abteilung für Wasser;
- 3° dem zuständigen Provinzialdirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens;
- 4° dem Generaldirektor der Abteilung der Natur und des Forstwesens.

Diese Beamten verfügen über fünfzig Tage, um dem technischen Beamten ihre begründete Stellungnahme abzugeben. Nach Ablauf dieser Frist gilt diese Stellungnahme als günstig.

Art. 6. Der technische Beamte stellt einen zusammenfassenden Bericht auf und legt den Sanierungsplan insbesondere auf der Grundlage der in Artikel 3 erwähnten Dokumente und der in Artikel 5 erwähnten Gutachten fest und wenn er deutlich vom wie gemäß der Artikel 3 und 4 eingereichten Planentwurf abweicht, nachdem er den Abgabepflichtigen angehört hat.

Er schickt dem Minister den zusammenfassenden Bericht und den Sanierungsplan zu.

Art. 7. Binnen hundertzwanzig Tagen ab der Mitteilung der Zulässigkeit der Akte befindet der Minister über den Plan.

Er legt den Zeitplan für die Einsetzung und den Termin des Plans fest, ohne daß dieser drei Jahre überschreiten könnte. Er legt die Daten fest, zu denen der Abgabepflichtige dem technischen Beamten den bzw. die Berichte über den Fortgang der Sanierungsmaßnahmen zuschicken soll.

Art. 8. Der Beschluß über den Plan wird vom technischen Beamten an den Abgabepflichtigen, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der betroffenen Gemeinde und die in Artikel 5 Absatz 1 erwähnten Beamten sowie an den zuständigen Regionaldirektor der Abteilung der industriellen Verschmutzungen mitgeteilt.

Art. 9. Auf Vorschlag des technischen Beamten kann der Minister, nachdem er dem Abgabepflichtigen die Möglichkeit gegeben hat, seinen Standpunkt geltend zu machen, die vorgeschriebenen Verpflichtungen jederzeit abändern, insbesondere um die Auswirkungen auf das Boden, die Flora, die Fauna, die Luft oder die Wasser zu beschränken oder aufs Ganze gesehen, um jeden durch die Ausführung des Plans verursachte Schaden an der Umwelt oder der menschlichen Gesundheit zu verhindern.

Art. 10. Der Minister kann jederzeit und rückwirkend den Beschluß, durch den der Plan genehmigt worden ist, zurückziehen, wenn seine Genehmigung auf der Grundlage von falschen Erklärungen gemacht worden ist, oder wenn es schwere Vermutungen gibt, daß die Sanierungsmaßnahmen im Verstoß gegen die Bestimmungen von Gesetzen, Dekreten oder Vorschriften vorgenommen sind. Vor der Zurückziehung des Beschlusses wird dem Abgabepflichtigen, die Möglichkeit gegeben, seinen Standpunkt geltend zu machen.

Art. 11. Jeder aufgrund Artikel 9 und 10 gefaßte Beschluß wird gemäß Artikel 8 mitgeteilt.

Sektion 4. — Überprüfung und Ausführung der Pläne

Art. 12. Zu den im Plan festgelegten Daten und mindestens alle zwei Monate schickt der Abgabepflichtige dem technischen Beamten einen Bericht über den Fortgang der Sanierungsmaßnahmen zu.

Er beantwortet jede Frage, die ihm vom Minister oder technischen Beamten gestellt wird, und erleichtert jede Überprüfung über die laufenden Sanierungsmaßnahmen.

Art. 13. Einem Bericht des technischen Beamten zufolge stellt der Minister zum Verfalldatum des Sanierungsplans fest, ob die vorgeschriebenen Bedingungen ausgeführt sind oder nicht.

Art. 14. Der Minister kann die Ausführung des Plans auf Kosten des Abgabepflichtigen vornehmen lassen :

1° wenn er zum Verfalldatum des Planes feststellt, daß dessen Bedingungen nicht erfüllt worden sind;

2° wenn er seinen Beschluß, durch den er den Plan gemäß Artikel 10 genehmigt hat, zurückzieht.

Art. 15. Jeder aufgrund Artikel 13 und 14 gefaßte Beschluß wird gemäß Artikel 8 mitgeteilt.

KAPITEL II. — Sicherheitsleistung

Art. 16. Gleichzeitig zu der gemäß Artikel 4 Absatz 1 geleisteten Einreichung der Akte schlägt der Abgabepflichtige dem Minister die Bildung einer Banksicherheitsleistung zur Gewährleistung der mit dem vom Amte wegen durchgeführten Planes verbundenen Kosten vor.

Diese Sicherheitsleistung soll von einem auf einer der Listen der Banken- und Finanzkommission stehenden Kreditinstitut zu Gunsten des Amtes ausgestellt werden und die Verpflichtung dieses Instituts als selbstschuldnerischer und unaufteilbarer Bürge angeben.

Der Abgabepflichtige soll den Vertragsentwurf und den Beweis der Institutsverpflichtung, diesen Vertrag zu unterschreiben, vorzulegen.

Art. 17. Gleichzeitig zu der Genehmigung des Planes aufgrund Artikel 7 legt der Minister auf Gutachten des technischen Beamten gemäß Artikel 6 den Betrag der Sicherheitsleistung und die Frist, während deren der Bildungsbeweis vorgelegt werden soll, fest.

Der Betrag der Sicherheitsleistung entspricht dem vermuteten Betrag der Kosten, die die öffentlichen Behörden zu Lasten hätten, wenn sie die Ausführung des Planes vom Amte wegen vornehmen oder vornehmen lassen sollten.

Art. 18. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Namur, den 24. Juni 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 93 — 1921

[C — 27345]

**24 JUNI 1993. — Besluit van de Waalse Regering
tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991
met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1992, inzonderheid op artikel 7, § 3;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 mei 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Rehabilitatieplannen**Afdeling 1. — Definities en beginsel*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest;

2° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden leefmilieu behoort;

3° belastingplichtige : de in artikel 8 van het decreet bedoelde belastingplichtige;

4° technisch ambtenaar : de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) of zijn afgevaardigde;

5° « Office » (Dienst) : de « Office régional wallon des Déchets » (Waalse Regionale Dienst voor Afvalstoffen).

Art. 2. Het in artikel 7, § 3, van het decreet bedoelde rehabilitatieplan wordt overeenkomstig de in dit besluit vastgestelde regels voorgelegd aan de goedkeuring van de Minister.

Afdeling 2. — Inhoud van de rehabilitatieplannen

Art. 3. Het inleidend dossier van het rehabilitatieplan bevat in elk geval :

1° de identiteit van de belastingplichtige;

2° een topografie van de site waarvoor de goedkeuring van het plan wordt gevraagd, met inbegrip van :

a) de beschrijving van de aanwezige afvalstoffen;

b) de hoeveelheid aanwezige afvalstoffen;

c) vier recente en nauwkeurige foto's van de site gemaakt vanaf iedere windstreek;

- 3° a) een kadastraal plan van de percelen gelegen binnen een omtrek van 100 meter rondom de bij het plan betrokken percelen;
- b) de tekst van de bij het plan betrokken kadastrale percelen met melding van de betrokken oppervlakte;
- c) een situatieplan van de bij het plan betrokken percelen opgemaakt op een topografische kaart die op een schaal van 1/10 000 getekend is;
- 4° de effecten van de afvalstoffen op het grondwater en op de eventuele waterwinningen, alsmede op het oppervlaktewater;
- 5° het ontwerp van rehabilitatieproces;
- 6° de voor de uitvoering van dit ontwerp aanbevolen technische procédés;
- 7° de maatregelen ter bescherming van het leefmilieu en de gezondheid van de mens bij de uitvoering van het proces;
- 8° het uitvoeringsprogramma van het plan en zijn geldigheidsduur;
- 9° de namen en adressen van de personen aan wie de aanvrager van plan is de uitvoering van het plan op te dragen;
- 10° de uitdrukkelijke verbintenis een topografie van de site over te leggen na rehabilitatie ervan;
- 11° de globale raming van de rehabilitatiekosten, inclusief BTW.

Afdeling 3. — Goedkeuring en wijziging van de plannen

Art. 4. De belastingplichtige moet het dossier in zeven exemplaren per aangetekende brief bij de technische ambtenaar indienen.

Binnen dertig dagen na indiening van het dossier gaat de technische ambtenaar na of het volledig is en laat hij de belastingplichtige en de Minister weten of het al dan niet ontvankelijk is.

Art. 5. Terwijl hij de belastingplichtige en de Minister in kennis stelt van de ontvankelijkheid van het dossier, richt de technische ambtenaar er een afschrift van aan :

- 1° de leidinggevende ambtenaar van de « Office »;
- 2° de inspecteur-generaal van de « Division de l'Eau » (Afdeling Water);
- 3° de bevoegde provinciale directeur van de « Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement » (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting);
- 4° de inspecteur-generaal van de « Division de la Nature et des Forêts » (Afdeling Natuur en Bossen).

Die ambtenaren beschikken over vijftig dagen om hun met redenen omkleed advies aan de technische ambtenaar mede te delen. Na het verstrijken van die termijn worden zij geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht.

Art. 6. De technische ambtenaar maakt een syntheseverslag op en stelt het rehabilitatieplan vast met name aan de hand van de in artikel 3 vermelde documenten en van de in artikel 5 bedoelde adviezen en, indien het verslag aanzienlijk van het ontwerp afwijkt, na de belastingplichtige te hebben gehoord.

Hij zendt het syntheseverslag en het rehabilitatieplan naar de Minister.

Art. 7. De Minister beslist over het plan binnen honderdertwintig dagen nadat hem medegedeeld werd dat het dossier ontvankelijk is.

Hij stelt het uitvoeringsprogramma van het plan vast alsook zijn geldigheidsduur die hoe dan ook tot drie jaar beperkt is. Hij bepaalt de data waarop de belastingplichtige het of de verslagen over de vorderingsstaat van de rehabilitatieverrichtingen naar de technische ambtenaar moet zenden.

Art. 8. De technische ambtenaar stelt de belastingplichtige, het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente, de in artikel 5, eerste lid, bedoelde ambtenaren, alsmede de bevoegde regionale directeur van de « Division des Pollutions industrielles » (Afdeling Industriële Verontreinigingen) in kennis van het besluit waarbij over het plan beslist is.

Art. 9. Nadat de belastingplichtige in staat gesteld werd zijn standpunt te doen gelden, kan de Minister, op de voordracht van de technische ambtenaar, de opgelegde verplichtingen ieder ogenblik wijzigen, met name om de schadelijke effecten op de grond, de flora, de fauna, de lucht of het water te beperken of algemeen te voorkomen dat de uitvoering van het plan het leefmilieu of de gezondheid van de mens schaadt.

Art. 10. De Minister kan het besluit tot goedkeuring van het plan ieder ogenblik en met terugwerkende kracht intrekken wanneer zijn goedkeuring op valse aangiften steunt of wanneer er ernstige vermoedens zijn dat de rehabilitatieverrichtingen in overtreding van wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen uitgevoerd werden. Alvorens het besluit wordt ingetrokken, krijgt de belastingplichtige de mogelijkheid om zijn standpunt te doen gelden.

Art. 11. Elke krachtens de artikelen 9 en 10 genomen beslissing wordt overeenkomstig artikel 8 betekend.

Afdeling 4. — Controle en uitvoering van de plannen

Art. 12. Op de in het plan bepaalde data zendt de belastingplichtige de technische ambtenaar minstens om de zes maanden een verslag toe over de vorderingsstaat van de rehabilitatieverrichtingen.

Hij beantwoordt iedere vraag van de Minister of de technische ambtenaar en vergemakkelijkt elk toezicht op de aan de gang zijnde rehabilitatieverrichtingen.

Art. 13. Aan de hand van het verslag van de technische ambtenaar stelt de Minister bij het verstrijken van het rehabilitatieplan vast of al dan niet aan de opgelegde voorwaarden voldaan werd.

Art. 14. De Minister mag het plan volledig ten koste van de belastingplichtige laten uitvoeren wanneer :

- 1° hij bij het verstrijken van het plan vaststelt dat niet voldaan werd aan de voorwaarden ervan;
- 2° hij het besluit intrekt waarbij hij het plan overeenkomstig artikel 10 goedgekeurd heeft.

Art. 15. Elk krachtens de artikelen 13 en 14 genomen besluit dient overeenkomstig artikel 8 te worden betekend.

HOOFDSTUK II. — De borgstelling

Art. 16. Terwijl hij het dossier overeenkomstig artikel 4, eerste lid, indient, stelt de belastingplichtige de Minister voor een bankgarantie te vormen om de kosten te waarborgen die verbonden zijn aan de ambtshalve uitvoering van het plan.

Die bankgarantie moet door een op één van de lijsten van de Bank- en Financiecommissie geregistreeerde kredietinstelling ten bate van de « Office » uitgegeven worden en de verbintenis van deze instelling als hoofdelijke en ondeelbare borg vermelden.

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden het contractontwerp over te leggen samen met het bewijs waarbij de instelling zich verbindt het contract te ondertekenen.

Art. 17. Terwijl hij het plan krachtens artikel 7 goedkeurt, bepaalt de Minister op advies van de technische ambtenaar en overeenkomstig artikel 6 het bedrag van de borgstelling en de termijn waarin het vormen van die bankgarantie bewezen moet worden.

Het bedrag van de borgstelling is gelijk aan het vermoedelijke bedrag van de kosten die ten laste van de openbare overheid zouden komen indien zij het plan ambtshalve zouden moeten uitvoeren of laten uitvoeren.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1993.

Namen, 24 juni 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu,
G. LUTGEN

F. 93 — 1922

[C — 27344]

**24 JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la ristourne de la taxe sur les déchets ménagers**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 25 juillet 1991, modifié par le décret du 17 décembre 1992 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, notamment l'article 35, § 2;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mai 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Environnement dans ses attributions;
- 2° Office : l'Office régional wallon des Déchets;
- 3° Plan : le Plan wallon des Déchets, tel qu'approuvé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991 adoptant le Plan 1991-1995 relatif à la prévention et à l'élimination des déchets en Région wallonne;
- 4° produit net de la taxe : produit de la taxe afférent à un exercice d'imposition, perçu avant le 31 mars de l'exercice qui suit, et diminué d'un montant équivalent à 10 % du produit de la taxe arrêté à cette date en vue de couvrir les frais de perception.

Art. 2. Il est accordé aux communes, une ristourne annuelle sur le produit net de la taxe sur les déchets ménagers lorsqu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies :

1° l'utilisation par la commune d'un parc à conteneurs, d'initiative communale ou intercommunale, approuvée par le Ministre, pour autant que ce parc soit opérationnel depuis six mois au moins lors de l'introduction de la demande et soit doté d'une infrastructure qui lui permette d'accueillir :

- a) les objets encombrants provenant de l'activité des ménages;
- b) les déchets inertes;
- c) les déchets provenant de l'entretien des parcs et jardins;
- d) au moins quatre types de déchets à choisir parmi la liste suivante :

les métaux ferreux et non ferreux, les plastiques, le verre, les papiers-cartons, les huiles usagées, les déchets spéciaux.

La commune est tenue de mettre tout en œuvre afin d'assurer la valorisation-matière des déchets valorisables;

2° l'organisation de la collecte séparée soit des produits compostables (produits humides), soit des déchets recyclables (produits secs) des ménages;

3° l'organisation par la commune, au moins quatre fois par an, d'une collecte de déchets spéciaux sur son territoire, à l'exception du cas où la Région wallonne supporte le coût global de ce service;

4° la mise en place par la commune d'un système pouvant accueillir régulièrement les déchets d'origine agricole (plastiques, emballages de produits phytopharmaceutiques et produits phytopharmaceutiques non utilisés), à condition que la commune mette tout en œuvre afin d'assurer la valorisation-matière de ces déchets;

5° l'organisation par la commune, au moins quatre fois par an, d'une collecte des objets encombrants des ménages sur tout son territoire;

6° la réalisation, par la commune, selon un plan approuvé par l'Office, de la réhabilitation d'un site pollué, non subsidiée par ailleurs;

7° l'organisation par la commune, au moins une fois l'an, d'une journée de sensibilisation de la population à la problématique des déchets et aux initiatives de la commune, de l'intercommunale et de la région, à inscrire dans le cadre de la semaine régionale de sensibilisation, ou l'organisation par la commune de journées de sensibilisation dans les écoles;